

Rapport financier
Exercice terminé le 31 décembre 2024

Municipalité régionale de comté de La Vallée-de-la-Gatineau | AR830 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Joanie Courchaine, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Municipalité régionale de comté de La Vallée-de-la-Gatineau pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature Joanie Courchaine Date 17 juin 2025

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	24
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	25
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	26
Charges par objets	27
Fonds local d'investissement	28
Fonds local de solidarité	30
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	32
Excédent (déficit) accumulé	33
Avantages sociaux futurs	37

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	43
Analyse des charges	53

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la
Municipalité régionale de comté de la Vallée-de-la-Gatineau

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité régionale de comté de la Vallée-de-la-Gatineau (ci-après « la municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe de fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2024 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Comme l'explique la Note 2, la municipalité n'a pas consolidé selon la méthode de consolidation proportionnelle les états financiers de l'organisme Connexion fibre Picanoc parce qu'il n'a pas encore été en mesure d'obtenir les états financiers audités en temps opportun et de déterminer les justes valeurs de certains des actifs et des passifs significatifs, ainsi que des résultats d'exploitation. Si l'organisme Connexion fibre Picanoc avait été consolidé, cela aurait eu une incidence significative sur de nombreux éléments des états financiers ci-joints. Les incidences de la non-consolidation sur les états financiers n'ont pas été déterminées.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23-1, S23-2 et S23-3, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Dignard Thibault CPA Inc.
Par Simon Thibault, CPA auditeur
Val-des-Monts, Québec
Le 17 juin 2025

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1			
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	6 152 604	6 122 060	5 571 994
Transferts	4	5 331 069	8 423 001	6 679 690
Services rendus	5	2 994 272	3 332 149	2 928 404
Imposition de droits	6			
Amendes et pénalités	7			
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	25 000	308 271	359 041
Autres revenus	10		1 012	1 165
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	14 502 945	18 186 493	15 540 294
Charges				
Administration générale	14	3 394 565	3 368 874	2 989 999
Sécurité publique	15	215 338	319 449	258 142
Transport	16	731 296	962 184	1 041 678
Hygiène du milieu	17	4 238 746	5 060 330	4 186 021
Santé et bien-être	18	401 118	535 201	426 355
Aménagement, urbanisme et développement	19	4 086 039	4 016 581	3 227 612
Loisirs et culture	20	409 142	574 657	509 402
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	371 303	384 245	500 132
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	13 847 547	15 221 521	13 139 341
Excédent (déficit) lié aux activités	25	655 398	2 964 972	2 400 953
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		8 511 260	5 809 958
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			300 349
Solde redressé	28		8 511 260	6 110 307
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		11 476 232	8 511 260

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	8 037 540	9 008 175
Débiteurs (note 5)	2	2 919 804	3 612 013
Prêts (note 6)	3	1 473 601	1 550 592
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	96 783	96 783
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	12 527 728	14 267 563
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	26 530	(704)
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	2 418 072	2 674 592
Revenus reportés (note 11)	12	5 137 867	6 507 749
Dette à long terme (note 12)	13	12 494 151	11 276 215
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	20 076 620	20 457 852
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(7 548 892)	(6 190 289)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	18 975 218	14 656 744
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20		
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	49 906	44 805
	23	19 025 124	14 701 549
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	11 476 232	8 511 260
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	11 476 232	8 511 260
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	11 476 232	8 511 260

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	655 398	2 964 972	2 400 953
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)(	5 559 277)(	1 632 307)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		1 240 803	939 742
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(4 318 474)	(692 565)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10			
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(5 101)	20 412
	13		(5 101)	20 412
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	655 398	(1 358 603)	1 728 800
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(6 190 289)	(8 219 438)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			300 349
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(6 190 289)	(7 919 089)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(7 548 892)	(6 190 289)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 964 972	2 400 953
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 240 803	939 742
Autres			
▪	3.1		
	4	4 205 775	3 340 695
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	692 209	(718 184)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(256 520)	898 298
Revenus reportés	8	(1 369 882)	2 030 363
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11		
Autres actifs non financiers	12	(5 101)	20 412
	13	3 266 481	5 571 584
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	5 559 277) (	1 632 307)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 () ()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(5 559 277)	(1 632 307)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 (	) (	140 000)
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 () ()
Cession	22	76 991	138 560
	23	76 991	(1 440)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	1 766 282	5 053 000
Remboursement de la dette à long terme	25 (	548 346) (	392 278)
Variation nette des emprunts temporaires	26	27 234	(5 058 135)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27		
Autres			
▪	28.1		
	29	1 245 170	(397 413)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(970 635)	3 540 424
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	9 008 175	5 467 751
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	9 008 175	5 467 751
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	8 037 540	9 008 175

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité régionale de comté de la Vallée-de-la-Gatineau est un organisme municipal existant en vertu de l'article 166 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (le déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable de la municipalité comprend l'ensemble des organismes qui sont sous son contrôle. Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés.

Par ailleurs, les partenariats ne font pas partie du périmètre comptable puisqu'ils sont sous contrôle partagé.

La municipalité consolide sa quote-part revenant à la municipalité des partenariats auxquels elle participe. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale ainsi que les partenariats en vertu des normes comptables sont présentés aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

a) Périmètre comptable

Au 31 décembre 2024, il n'y a aucun organisme qui fait partie du périmètre comptable.

b) Partenariats

Au 31 décembre 2024, la municipalité participe dans un partenariat qui est Connexion fibre Picanoc. La municipalité consolide selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation de 22,12 % en 2022. Les états financiers pour la période close le 31 décembre 2023 de Connexion fibre Picanoc n'ont pu être obtenus et nous n'avons pas été en mesure de déterminer la valeur de consolidation.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la municipalité, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations et les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements, à court terme

Les autres placements de portefeuille sont présentés au moindre du coût et de la juste valeur. Ils sont dépréciés lors d'une baisse durable de valeur. Les placements sont constitués de dépôts à terme.

Prêts

Les prêts, y compris les intérêts courus et à recevoir, sont comptabilisés au coût après amortissement. Des évaluations de crédit sont effectuées pour tous les nouveaux emprunteurs. Ultérieurement, lorsque des faits ou des circonstances laissent présager une perte, une provision pour moins-value est établie. La réduction de la valeur comptable alors constatée ainsi que tout changement subséquent sont imputés aux résultats à la provision pour moins-values.

L'organisme municipal évalue annuellement l'existence d'une indication objective de dépréciation ou de changement dans l'évaluation de ses prêts. Pour fins d'évaluation de la provision, les prêts sont évalués en fonction de taux de probabilité de défaut par type de prêt, en tenant compte des sûretés. Un prêt est radié lorsque l'emprunteur est en liquidation ou a cessé tout remboursement. Les recouvrements subséquents sont inscrits aux revenus de l'exercice où ils seront recouvrés.

D) Passifs

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux, fonds de réfection et entretien de certaines voies publiques, fonds de développement des territoires et autres fonds spécifiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation, à compter de la date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Infrastructure	10, 20 et 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	10 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipements divers	10 ans
Équipements informatique	5 ans

Les immobilisations corporelles en cours ne sont pas amorties.

Moins-value

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économique futurs qui se rattachent à une immobilisations est inférieur à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charge à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

F) Revenus

Constatation des revenus

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à prestations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à prestations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement relié au Fonds Local d'Investissement (FLI): au fur et à mesure du remboursement en capital de la dette
- Financement à long terme des activités de fonctionnement relié aux achats de bacs pour la collecte des matières résiduelles : au fur et à mesure du remboursement en capital de la dette

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**I) Instruments financiers***Évaluation initiale et ultérieure*

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les prêts et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, des intérêts courus à payer, des revenus reportés et des dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

Les prêts, y compris les intérêts courus et à recevoir, sont comptabilisés au coût après amortissement. Des évaluations de crédit sont effectuées pour tous les nouveaux emprunteurs. Ultérieurement, lorsque des faits ou des circonstances laissent présager une perte, une provision pour moins-value est établie. La réduction de la valeur comptable alors constatée ainsi que tout changement subséquent sont imputés aux résultats à la provision pour moins-values. L'organisme municipal évalue annuellement l'existence d'une indication objective de dépréciation ou de changement dans l'évaluation de ses prêts. Pour fins d'évaluation de la provision, les prêts sont évalués en fonction de taux de probabilité de défaut par type de prêt, en tenant compte des sûretés. Un prêt est radié lorsque l'emprunteur est en liquidation ou a cessé tout remboursement. Les recouvrements subséquents sont inscrits aux revenus de l'exercice où ils seront recouvrés

Dépréciation

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications d'une possible dépréciation. La municipalité détermine s'il y a eu un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs de l'actif financier. Si c'est le cas, elle réduit la valeur comptable de l'actif à la valeur actualisée des flux de trésorerie attendus de l'actif ou au prix qu'elle pourrait obtenir de la vente de l'actif à la date de clôture selon le plus élevé des deux montants. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats. La moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration, sans être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée aux résultats.

J) Autres éléments*Affectations*

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale— chapitre SP 3400 - revenus

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté les exigences du chapitre SP 3400, Revenus, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023. Les modifications contiennent notamment des indications à l'égard de la répartition des revenus entre les opérations avec ou sans contrepartie et des conditions de constatation des revenus. Dans le cas d'une opération sans contrepartie, le revenu est constaté à la valeur de réalisation lorsque la municipalité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques en vertu d'un évènement passé. Pour les opérations avec contrepartie, le revenu est constaté lorsque chaque obligation de prestation est remplie. L'obligation de prestation est remplie lorsque le payeur a le contrôle des avantages associés aux biens ou services, ce qui peut avoir lieu progressivement ou à un moment précis. Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de cette nouvelle recommandation n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la municipalité.

Adoption initiale— actifs incorporels achetés (NOSP-8)

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté les exigences de la note d'orientation du secteur public (NOSP-8) – actifs incorporels achetés, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023. La note d'orientation du secteur public 8 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des actifs incorporels achetés. Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la municipalité.

Adoption initiale— partenariats public-privé (chapitre SP 3160)

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté les exigences du chapitre SP 3160 – partenariat public privé du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023. Le chapitre SP 3160 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des partenariats public-privé. Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la municipalité.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	8 004 263	8 873 633
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	205 355	199 360
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	8 209 618	9 072 993
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 (	172 078)(	64 818)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	8 037 540	9 008 175
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	2 093 421	2 286 702
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9		
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	2 190 121	1 434 379
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	84 929	56 977
Organismes municipaux	13		
Autres			
▪ Avances à TNO et baux de villégiature	14.1	277 018	1 307 030
▪ Autres comptes à recevoir	14.2	367 736	813 627
	15	2 919 804	3 612 013
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	2 125 748	1 387 661
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24		
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	64 373	46 718
	27	2 190 121	1 434 379

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪ FLI, FLS, PAUPME et PAUFEU	30.1	1 473 601	1 550 592
	31	1 473 601	1 550 592
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		112 904

Note

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note

8. Autres actifs financiers

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note

9. Emprunts temporaires

La MRC bénéficie d'une marge de crédit institutionnelle correspondant à 50 000 \$ et porte intérêt au taux préférentiel dont le solde impayé au 31 décembre 2024 totalise 0 \$ et renouvelable annuellement.

La MRC bénéficie d'une marge de crédit institutionnelle correspondant à 250 000 \$ et porte intérêt au taux préférentiel dont le solde impayé au 31 décembre 2024 totalise 0 \$ et renouvelable annuellement.

La MRC bénéficie d'une marge de crédit institutionnelle correspondant à 1 100 000 \$ et porte intérêt au taux préférentiel plus 0,25 % (7,45 %) dont le solde impayé au 31 décembre 2024 totalise 0 \$ et renouvelable annuellement.

La MRC bénéficie d'une marge de crédit institutionnelle correspondant à 300 000 \$ et porte intérêt au taux préférentiel plus 1,00 % (8,20 %) dont le solde impayé au 31 décembre 2024 totalise 0 \$ et renouvelable annuellement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La MRC bénéficie d'un prêt à terme correspondant à 752 500 \$ et porte intérêt au taux de 5,7 % dont le solde impayé au 31 décembre 2024 totalise 26 530 \$ et renouvelable en 2029.

10. Créiteurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	1 155 737	1 485 178
Salaires et avantages sociaux	44	397 981	369 584
Dépôts et retenues de garantie	45	67 753	119 961
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Engagement FDT et EDC	47.1	746 889	650 760
▪ Intérêts courus sur DLT	47.2	49 109	49 109
▪ Avance	47.3	603	
	48	2 418 072	2 674 592

Note

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		193 658
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ autres	54.1	200	200
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57	120 109	92 145
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Subventions autres	62.1	4 028 759	4 816 356
▪ Subvention PTMOBC	62.2	627 089	650 251
▪ Table de développement sociale de la Vallée-de-la-Gatineau	62.3	361 710	755 139
	63	5 137 867	6 507 749

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	5,55	2026	2063	64	7 187 000	7 641 300
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	4,75	4,75	2030	2030	66	3 488 883	3 488 883
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,65	4,86	2026	2029	68	1 818 268	146 032
Autres					69		
					70	12 494 151	11 276 215
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	()	()
					72	12 494 151	11 276 215

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73		470 200	459 762		929 962
2026	74		487 700	416 383		904 083
2027	75		299 700	394 692		694 392
2028	76		314 400	394 693		709 093
2029	77		330 500	361 810		692 310
2030 et plus	78		5 284 500		3 488 883	8 773 383
	79		7 187 000	2 027 340	3 488 883	12 703 223
Intérêts et frais accessoires	80		()	209 072	()	209 072
	81		7 187 000	1 818 268	3 488 883	12 494 151

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	
Régimes de retraite des élus municipaux	89	204 282
	90	174 950
		204 282
		174 950

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

14. Autres passifs

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres		
▪	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97 ()(
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101				
Eaux usées	102	4 581 632	12 166		4 593 798
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103				
Autres					
▪	104.1	8 061 224		(6 312 234)	14 373 458
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	680 364			680 364
Améliorations locatives	107	120 252			120 252
Véhicules	108	769 702	1 766 282		2 535 984
Ameublement et équipement de bureau	109	1 351 474			1 351 474
Machinerie, outillage et équipement divers	110	452 473	90 020		542 493
Terrains	111	385 766			385 766
Autres	112	6 126 423	585 829	6 312 234	400 018
	113	22 529 310	2 454 297		24 983 607
Immobilisations en cours	114	2 938 743	3 104 980		6 043 723
	115	25 468 053	5 559 277		31 027 330
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116				
Eaux usées	117	4 061 366	229 689		4 291 055
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118				
Autres					
▪ Autres	119.1	3 814 054	448 836		4 262 890
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	430 816	17 566		448 382
Améliorations locatives	122	124 102		3 850	120 252
Véhicules	123	204 499	253 598		458 097
Ameublement et équipement de bureau	124	1 378 470	123 430	(3 850)	1 505 750
Machinerie, outillage et équipement divers	125	7 103			7 103
Autres	126	790 899	167 684		958 583
	127	10 811 309	1 240 803		12 052 112
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	14 656 744			18 975 218
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129	325 347	1 766 282		2 091 629
Amortissement cumulé	130	(84 049)	(209 163)		(293 212)
Valeur comptable nette	131	241 298			1 798 417

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

	2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	

Note

17. Actifs incorporels achetés

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note

18. Autres actifs non financiers

	2024	2023
Frais payés d'avance		
▪ Assurance et logiciel	143.1	49 906
Autres		44 805
▪	144.1	
	145	49 906
		44 805

Note

19. Obligations contractuelles

S.O.

20. Droits contractuels

S.O.

21. Passifs éventuels

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

Au cours de l'exercice, il y a eu acquisition de matériel roulant via un contrat de location-aquisition au coût de 1 766 282 \$ sans effet sur la trésorerie

24. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

25. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (dettes nettes) ne comportent pas de comparaison avec les données budgétaires.

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités), aux prêts, aux placements de portefeuille, aux dérivés et aux autres créances à recevoir.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	2024	2023
Non en souffrance	2872427	3468028
En souffrance :		
moins de 30 jours		XX
de 30 à 60 jours	13567	4357
plus de 60 jours	33810	139628
	XX	XX
Moins la provision pour créances douteuses	(XX)	(XX)
	2919804	3612013

Les variations, au cours de l'exercice, du compte de provision pour créances douteuses s'établissent comme suit :

Solde au début	xx
Provision comptabilisée aux résultats de l'exercice	xx
Montants recouvrés	(xx)
Solde à la fin	xx

L'organisme municipal est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Prêt

Le solde des prêts, déduction faite de la provision pour moins-values, présenté à l'état de la situation financière correspond à l'exposition maximale au risque de crédit.

L'organisme municipal estime que les concentrations de risque de crédit relatives aux prêts sont limitées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

À la date de mise au point définitive des états financiers, une évaluation des prêts est effectuée en considérant, notamment, les tendances historiques des emprunteurs, les conditions actuelles et toute circonstance particulière connue à cette date. La provision pour moins-values est ajustée en conséquence, s’il y a lieu, pour traduire le degré de recouvrabilité et le risque de perte.

Des sûretés et des cautions totalisant xxx de dollars atténuent le risque de crédit des prêts et sont intégrés dans l’évaluation de la provision pour moins-value de sorte que l’exposition maximale au risque de crédit s’établit à xxx de dollars pour ces actifs financiers.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l’organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L’organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L’organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s’assurer qu’il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

2024	Moins d’un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt		–	–	–	xx
Créditeurs et charges à payer sous forme d’instrument financier	2418072	–	–	–	xx
Intérêts courus à payer	209072			–	xx
dettes	929962	2307568	692310	8773383	xx
	xx	xx	xx	xx	xx

2023	Moins d’un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	xx	–	–	–	xx
Créditeurs et charges à payer sous forme d’instrument financier	2674592	–	–	–	xx
Intérêts courus à payer	117962	393531	299138	–	xx
Dettes	454300	957900	698680	9165335	xx
	xx	xx	xx	xx	xx

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d’un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d’intérêt et l’autre risque de prix. L’organisme municipal est exposé à ces risques.

Risque de taux d’intérêt

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'organisme municipal a l'intention de conserver ses prêts et ses placements jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

L'organisme municipal est exposé au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

31 décembre 2024	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésoreries et équivalents de trésorerie		8037540	8037540
Prêts	1473601		1473601
Passifs financiers			
Emprunts			
Dettes		12494151	12494151
31 décembre 2023	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		9008175	9008175
Prêts	1550592		1550592
Passifs financiers			
Emprunts			
Dettes		11276215	11276215

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1					
Compensations tenant lieu de taxes	2					
Quotes-parts	3	6 152 604	6 122 060		6 122 060	5 571 994
Transferts	4	5 331 069	5 237 367		5 237 367	5 070 882
Services rendus	5	2 994 272	3 332 149		3 332 149	2 928 404
Imposition de droits	6					
Amendes et pénalités	7					
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	25 000	308 271		308 271	359 041
Autres revenus	10		1 012		1 012	1 165
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	14 502 945	15 000 859		15 000 859	13 931 486
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		3 185 634		3 185 634	1 608 808
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21		3 185 634		3 185 634	1 608 808
	22	14 502 945	18 186 493		18 186 493	15 540 294
Charges						
Administration générale	23	3 394 565	3 311 524	57 350	3 368 874	2 989 999
Sécurité publique	24	215 338	309 428	10 021	319 449	258 142
Transport	25	731 296	962 184		962 184	1 041 678
Hygiène du milieu	26	4 238 746	4 206 252	854 078	5 060 330	4 186 021
Santé et bien-être	27	401 118	535 201		535 201	426 355
Aménagement, urbanisme et développement	28	4 086 039	3 864 912	151 669	4 016 581	3 227 612
Loisirs et culture	29	409 142	406 972	167 685	574 657	509 402
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	371 303	384 245		384 245	500 132
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		1 240 803	(1 240 803)		
	34	13 847 547	15 221 521		15 221 521	13 139 341
Excédent (déficit) lié aux activités	35	655 398	2 964 972		2 964 972	2 400 953

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	655 398	2 964 972	2 400 953
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	( 3 185 634)	(1 608 808)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	655 398	(220 662)	792 145
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		1 240 803	939 742
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		1 240 803	939 742
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	454 300)	(548 346)	(392 278)
	18	(454 300)	(548 346)	(392 278)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	( 49 167)	()
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	(118 653)	36 000	
Excédent de fonctionnement affecté	21			54 504
Réserves financières et fonds réservés	22	(82 445)	(194 231)	(109 292)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			(577 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(201 098)	(207 398)	(631 788)
	26	(655 398)	485 059	(84 324)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		264 397	707 821

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	3 185 634	1 608 808
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	170 645)()
Sécurité publique	3 ())
Transport	4 ())
Hygiène du milieu	5 (	2 228 985)(	41 084)
Santé et bien-être	6 (	1 713 108)()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	1 190 901)(	935 204)
Loisirs et culture	8 (	255 638)(	656 019)
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	5 559 277)(	1 632 307)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 ())
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	)	140 000)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	1 766 282	4 423 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	49 167	
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	146 119	23 498
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18	69 706	140 000
	19	264 992	163 498
	20	(3 528 003)	2 814 191
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(342 369)	4 422 999

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1		31 395	84 778
Autre	2	4 100 625	3 889 977	3 516 383
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3		4 605	20 731
Autres	4	1 152 829	973 463	975 795
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	4 990 300	5 301 321	3 342 497
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	371 303	384 245	500 132
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13			
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14			
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	3 232 490	3 395 712	3 759 283
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		1 240 803	939 742
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪	21.1			
	22	13 847 547	15 221 521	13 139 341

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	113 732	99 225
Autres revenus	3		
	4	113 732	99 225
Charges			
Créances douteuses sur prêts et placements de portefeuille			
Radiation	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
Autres créances douteuses	7		
	8		
Autres charges	9	193	179
	10	193	179
Excédent (déficit) de l'exercice	11	113 539	99 046
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	1 983 566	1 768 286
Placements de portefeuille	13	205 355	199 360
Débiteurs	14		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	1 386 077	1 493 813
Provision pour moins-value	16	(112 904)	(112 904)
	17	1 273 173	1 380 909
	18	3 462 094	3 348 555
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19		
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21	3 373 883	3 373 883
	22	3 373 883	3 373 883
Solde du Fonds local d'investissement	23	88 211	(25 328)
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	24	2 188 921	1 967 646
Supportant les engagements de prêts	25		
Supportant les garanties de prêts	26		
	27	2 188 921	1 967 646

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu
Fonds local d'investissement (FLI) :

15 prêts (19 en 2023), taux d'intérêt variant de 0 % à 9 %, encaissable par versements mensuels fixes, échéants à différentes dates jusqu'en avril 2039. Au cours de l'exercice, il y a eu deux émissions de prêt totalisant 250 000 \$ (deux émissions de prêt totalisant 225 000 \$ en 2023).

Programme d'Aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises (PAU-PME) :

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14 prêts (15 en 2023), taux d'intérêt de 3,0 %, encaissable par versements mensuels fixes, échéants à différentes dates entre 2024 jusqu'en 2026. Au cours de l'exercice, il y a pas eu d'émission de prêt (deux émissions de prêt totalisant 250 000 \$ en 2023).

Programme d'Aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises - feu de forêt 2023 (PAU-FEU) :

3 prêts (2 en 2023), taux d'intérêt de 4,25 %, encaissable par versements mensuels fixes, échéants entre mai 2026 et juillet 2027. Un moratoire de 3 mois suivant le financement est accordé. Au cours de l'exercice, il y a eu un émission de prêt totalisant 37 500 \$ (deux émissions de prêt totalisant 100 000 \$ en 2023).

Note sur la dette à long terme

Fonds local d'investissement (FLI) :

Emprunt de 2 015 622 \$, sans intérêt. Cet emprunt doit être utilisé pour consentir des prêts, remboursable à compter de juin 2026 par un versement correspondant au montant non investi par le fonds local d'investissement au 31 décembre 2025, puis par cinq versements annuels correspondants à la somme reçue du remboursement de capital investi de l'année précédente et un dernier versement en juin 2032 correspondant à l'évaluation des placements au 31 décembre 2031 jusqu'à concurrence du solde de ce prêt.

Programme d'Aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises (PAU-PME) :

Emprunt de 918 261 \$, sans intérêt. Cet emprunt doit être utilisé pour assurer l'octroi et la gestion des aides financières dans le cadre du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises conformément au cadre d'intervention. Le montant de l'emprunt correspondant aux prêts consentis est remboursable à compter du 31 mars 2030. Ce versement est égal à l'évaluation du portefeuille de placements, jusqu'à concurrence du montant prêté. Dans la mesure où, le 31 mars 2030, la MRC ne dispose pas des liquidités suffisantes pour acquitter le prêt en totalité, ce solde devra être remboursable à la demande du gouvernement.

Programme d'Aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises - feu de forêt 2023 (PAU-FEU) :

Emprunt de 440 000 \$, sans intérêt. Cet emprunt doit être utilisé pour assurer l'octroi et la gestion des aides financières dans le cadre du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises conformément au cadre d'intervention. Le montant de l'emprunt correspondant aux prêts consentis est remboursable à compter du 31 mars 2030. Ce versement est égal à l'évaluation du portefeuille de placements, jusqu'à concurrence du montant prêté. Dans la mesure où, le 31 mars 2030, la MRC ne dispose pas des liquidités suffisantes pour acquitter le prêt en totalité, ce solde devra être remboursable à la demande du gouvernement.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises	2	14 097	6 203
Autres revenus	3		
	4	14 097	6 203
Charges			
Créances douteuses sur prêts			
Radiation	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
Autres créances douteuses	7		
	8		
Intérêts sur la dette à long terme	9		
Autres charges	10	3 999	690
	11	3 999	690
Excédent (déficit) de l'exercice	12	10 098	5 513
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	78 087	98 733
Placements de portefeuille	14		
Débiteurs	15		
Prêts aux entreprises	16	200 427	169 683
Provision pour moins-value	17	()	()
	18	200 427	169 683
	19	278 514	268 416
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	20		
Revenus reportés	21		
Dette à long terme	22	115 000	115 000
	23	115 000	115 000
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	24	163 514	153 416
Excédent (déficit) non affecté	25		
	26	163 514	153 416
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	27	78 087	98 733
Supportant les engagements de prêts	28		
	29	78 087	98 733

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Fonds local de solidarité (FLS)

5 prêts (3 en 2023), taux d'intérêt variant de 7,5 % à 10,5 %, encaissable par versements mensuels fixes, échéants à différentes dates jusqu'en mai 2029. Au cours de l'exercice, il y a eu deux émissions de prêt totalisant 50 000 \$ (3 émission totalisant 175 000 \$ en 2023).

Note sur la dette à long terme

Dû au montant de 115 000 \$ aux Fonds locaux de solidarité de la FTQ, intérêts à un taux annuel par tranche déboursée variant de 2 % à 4 %, sans modalités de remboursement fixe

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus provenant de la gestion foncière	1	445 496	336 833
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2		
	3	445 496	336 833
Charges			
Frais de gestion			
Salaires	4	170 466	128 921
Créances douteuses	5		
Autres frais de gestion	6	275 030	207 912
	7	445 496	336 833
Activités et projets de mise en valeur du territoire			
▪	8.1		
	9		
	10	445 496	336 833
Excédent (déficit) de l'exercice	11		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	240 875	1 177 638
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14		
Provision pour créances douteuses	15	()	()
	16		
Autres	17		
	18	240 875	1 177 638
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	19		
Créditeurs et charges à payer	20	120 766	1 085 493
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	21	120 109	92 145
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	22		
Autres	23		
Autres	24		
	25	240 875	1 177 638
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	26		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 114 797	1 134 923
Excédent de fonctionnement affecté	2	101 611	
Réserves financières et fonds réservés	3	2 697 851	2 495 543
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	3 635 883)(	3 635 883)
Financement des investissements en cours	5	(342 368)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	11 540 224	8 516 677
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	11 476 232	8 511 260
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 114 797	1 134 923
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	1 114 797	1 134 923
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Autres	12.1		
▪ Vélo route	12.2	48 825	
▪ Entretiens des infrastructures	12.3	52 786	
	13	101 611	
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	101 611	

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	17.1		
	18		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	92 516	109 779
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23		
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27	971 026	1 209 692
Fonds local de solidarité	28	78 087	99 035
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	68 385	50 904
Autres			
▪ PAUPME et PAUFEU	30.1	1 487 837	1 026 133
	31	2 697 851	2 495 543
	32	2 697 851	2 495 543

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Assainissement des sites contaminés	40 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()(
Autres		
▪	43.1 ()(
	44 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ()(
Utilisation du fonds de roulement	46 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()(
Mesure relative à la COVID-19	52 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 (	3 488 883)(
Autres		
▪ Bacs	55.1 (	147 000)(
	56 (	3 635 883)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	
	63 (	3 635 883)(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64		
Investissements à financer	65	(342 368)	()
	66	(342 368)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	18 975 218	14 656 744
Propriétés destinées à la revente	68		
Prêts	69	1 473 601	1 550 592
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	96 783	96 783
	72	20 545 602	16 304 119
Ajustements aux éléments d'actif	73		
	74	20 545 602	16 304 119
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75	(12 494 151)	(11 276 215)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76	()	()
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77		
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	3 488 773	3 488 773
	80	(9 005 378)	(7 787 442)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81	()	()
	82	(9 005 378)	(7 787 442)
	83	11 540 224	8 516 677

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 () ()	
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 () ()	
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 () ()	
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 () ()	
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 () ()	
Rendement espéré des actifs	33	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	% %
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 () ()	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 () ()	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 () ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 () ()	
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84 () ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 () ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
Description des régimes et autres renseignements		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117		
Description du régime		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	36 142	33 065
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	204 282	174 950
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	204 282	174 950

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	47	279 709	275 618
Sécurité publique			
Police	48		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	49		
Autres	50	30 000	30 000
Sécurité civile	51		
Autres	52		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	53		
Enlèvement de la neige	54		
Autres	55		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	56	536 420	704 985
Transport adapté	57		
Transport scolaire	58		
Autres	59		
Transport aérien	60		
Transport par eau	61		
Autres	62		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63		16 491
Réseau de distribution de l'eau potable	64		
Traitement des eaux usées	65		
Réseaux d'égout	66		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	67		577 336
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	68		
Tri et conditionnement	69		
Autres	70		
Autres	71		
Cours d'eau	72		
Protection de l'environnement	73		
Autres	74		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	75	
Autres	76	
Sécurité du revenu	77	
Autres	78	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	79	
Rénovation urbaine	80	
Promotion et développement économique	81	80 581
Autres	82	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	83	
Activités culturelles		
Bibliothèques	84	
Autres	85	140 464
Réseau d'électricité	86	162 168
	87	986 593
		1 847 179

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT		
Administration générale	88	
Sécurité publique		
Police	89	
Sécurité incendie		
Premiers répondants	90	
Autres	91	
Sécurité civile	92	
Autres	93	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	94	
Enlèvement de la neige	95	
Autres	96	
Transport collectif		
Transport en commun		
Transport régulier	97	
Transport adapté	98	
Transport scolaire	99	
Autres	100	
Transport aérien	101	
Transport par eau	102	
Autres	103	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104	
Réseau de distribution de l'eau potable	105	
Traitement des eaux usées	106	
Réseaux d'égout	107	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	108	
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	109	
Tri et conditionnement	110	
Autres	111	
Autres	112	
Cours d'eau	113	
Protection de l'environnement	114	
Autres	115	
		17 585

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	116		
Autres	117		
Sécurité du revenu	118		
Autres	119		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	120		
Rénovation urbaine	121		
Promotion et développement économique	122	3 185 634	1 591 223
Autres	123		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	124		
Activités culturelles			
Bibliothèques	125		
Autres	126		
Réseau d'électricité	127		
	128	3 185 634	1 608 808

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129		
Péréquation	130		
Neutralité	131		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	826 266	478 863
Fonds de développement des territoires	134	3 424 508	2 744 840
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135		
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC			
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137		
Autres	138		
	139	4 250 774	3 223 703
TOTAL DES TRANSFERTS	140	8 423 001	6 679 690

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	141	16 656	16 656
Évaluation	142	32 000	36 230
Autres	143	128 519	132 171
	144	177 175	185 057
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	146		
Autres	147	205 025	133 297
Sécurité civile	148		
Autres	149		
	150	205 025	133 297
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151		
Enlèvement de la neige	152		
Autres	153		
Transport collectif	154		
Autres	155		
	156		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157		
Réseau de distribution de l'eau potable	158		
Traitement des eaux usées	159	16 258	17 543
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	161	86 712	87 182
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	162	153 409	182 461
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169	256 379	287 186

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	170		
Autres	171		
Autres	172		
	173		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	174		
Rénovation urbaine	175		
Promotion et développement économique	176	10 000	10 000
Autres	177		
	178	10 000	10 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	179		
Activités culturelles			
Bibliothèques	180		
Autres	181		
	182		
Réseau d'électricité			
	183		
	184	648 579	615 540

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2024	Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffé et application de la loi	185		
Évaluation	186		
Autres	187	696 080	409 946
	188	696 080	409 946
Sécurité publique			
Police	189		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	190		
Autres	191		
Sécurité civile	192		
Autres	193		
	194		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	195		
Enlèvement de la neige	196		
Autres	197		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	198		
Transport adapté	199		
Transport scolaire	200		
Autres	201		
Autres	202	127 677	130 756
	203	127 677	130 756
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
Réseau de distribution de l'eau potable	204		
Traitement des eaux usées	205		
Réseaux d'égout	206		
	207		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	208		
Matières recyclables	209		
Autres	210		
Cours d'eau	211		
Protection de l'environnement	212		
Autres	213	1 008 791	916 768
	214	1 008 791	916 768

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2024	Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	215	527 409	410 327
Autres	216		
Sécurité du revenu	217		
Autres	218		
	219	527 409	410 327
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	220		
Rénovation urbaine	221		
Promotion et développement économique	222		
Autres	223	318 733	432 965
	224	318 733	432 965
Loisirs et culture			
Activités récréatives	225		
Activités culturelles			
Bibliothèques	226		
Autres	227	4 880	12 102
	228	4 880	12 102
Réseau d'électricité	229		
	230	2 683 570	2 312 864
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	3 332 149	2 928 404

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	232		
Droits de mutation immobilière	233		
Droits sur les carrières et sablières	234		
Autres	235		
	236		
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	237		
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	238		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	239	308 271	359 041
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243		
Contributions des promoteurs	244		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245		
Contributions des organismes municipaux	246		
Autres contributions	247		
Redevances réglementaires	248		
Autres	249	1 012	1 165
	250	1 012	1 165
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	251		

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Réalizations 2024			Réalizations 2023	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	635 158		635 158	596 953
Greffe et application de la loi	2	193 133		193 133	151 928
Gestion financière et administrative	3	919 719	57 350	977 069	853 794
Évaluation	4	935 703		935 703	847 131
Gestion du personnel	5	179 795		179 795	201 679
Autres					
▪ Baux de villégiature	6.1	445 496		445 496	336 834
▪ Autres	6.2	2 520		2 520	1 680
	7	3 311 524	57 350	3 368 874	2 989 999
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	8				
Sécurité incendie					
Premiers répondants	9				
Autres	10	307 121		307 121	241 616
Sécurité civile	11	2 307	10 021	12 328	16 526
Autres	12				
	13	309 428	10 021	319 449	258 142
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14				
Enlèvement de la neige	15				
Éclairage des rues	16				
Circulation et stationnement	17				
Transport collectif					
Transport en commun	18	734 958		734 958	904 985
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21	227 226		227 226	136 693
	22	962 184		962 184	1 041 678

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Réalisations 2024			Réalisations 2023	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23				
Réseau de distribution de l'eau potable	24				
Traitement des eaux usées	25	467 944	381 274	849 218	829 918
Réseaux d'égout	26				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27				
Élimination	28	1 388 211	472 804	1 861 015	1 579 351
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29				
Tri et conditionnement	30	878 607		878 607	575 695
Matières organiques					
Collecte et transport	31				
Traitement	32	438 511		438 511	331 423
Matériaux secs	33	1 026 971		1 026 971	841 264
Autres	34				
Plan de gestion	35	6 008		6 008	28 370
Autres	36				
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement	38				
Autres	39				
	40	4 206 252	854 078	5 060 330	4 186 021
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Habitation					
Logement social	41	535 201		535 201	426 355
Autres	42				
Sécurité du revenu	43				
Autres	44				
	45	535 201		535 201	426 355

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalisations 2024			Réalisations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	46	478 180	151 669	629 849	413 336
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	47				
Autres biens	48				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	49	2 140 386		2 140 386	1 709 188
Tourisme	50	272 308		272 308	293 731
Autres	51	974 038		974 038	811 357
Autres	52				
	53	3 864 912	151 669	4 016 581	3 227 612
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	54				
Patinoires intérieures et extérieures	55				
Piscines, plages et ports de plaisance	56				
Parcs et terrains de jeux	57				
Parcs régionaux	58	217 388	167 685	385 073	377 702
Expositions et foires	59				
Autres	60	189 584		189 584	131 700
	61	406 972	167 685	574 657	509 402
Activités culturelles					
Centres communautaires	62				
Bibliothèques	63				
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	64				
Autres ressources du patrimoine	65				
Autres	66				
	67				
	68	406 972	167 685	574 657	509 402

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	70	359 218		359 218	222 295
Autres frais	71	25 027		25 027	277 837
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	72				
Autres	73				
	74	384 245		384 245	500 132
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	1 240 803 (	1 240 803)		

Autres renseignements financiers non audités
Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Quote-part à chaque municipalité membre de l'endettement total net à long terme	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement	8
Analyse des revenus de quotes-parts de fonctionnement	9
Analyse de la rémunération	10
Analyse des revenus de transfert par sources	11
Frais de financement par activités	12
Rémunération des élus	13

Autres renseignements

Questionnaire	14
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	422 378	355 772
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	3 062 266	1 235 451
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	1 766 282	
Ameublement et équipement de bureau	18		
Machinerie, outillage et équipement divers	19	308 351	41 084
Terrains	20		
Autres	21		
	22	5 559 277	1 632 307

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Autres infrastructures	5		
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10	3 484 644	1 591 223
Autres immobilisations corporelles	11	2 074 633	41 084
	12	5 559 277	1 632 307

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	4 298 069		209 008	4 089 061
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	6 978 146	1 766 282	339 338	8 405 090
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	11 276 215	1 766 282	548 346	12 494 151
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18				
	19	11 276 215	1 766 282	548 346	12 494 151
Dette en cours de refinancement	20 ()				()
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	11 276 215	1 766 282	548 346	12 494 151

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	12 494 151
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	342 368
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	12 836 519
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
	13	
Endettement net à long terme	14	12 836 519
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	12 836 519
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	12 836 519
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

Non audité

| 6 |

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	5 559 277	1 632 307
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	5 559 277	1 632 307

SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Code géographique	Municipalité		Montant
Ensemble des municipalités			
83090	Canton d'Aumond	1.1	166 714
83045	Municipalité de Blue Sea	1.2	254 502
83085	Municipalité de Bois-Franc	1.3	69 645
83050	Municipalité de Bouchette	1.4	228 113
83040	Municipalité de Cayamant	1.5	214 597
83070	Municipalité de Déléage	1.6	237 219
83005	Municipalité de Denholm	1.7	174 316
83075	Municipalité d'Egan-Sud	1.8	84 611
83032	Ville de Gracefield	1.9	568 135
83095	Municipalité de Grand-Remous	1.10	203 439
83015	Municipalité de Kazabazua	1.11	229 798
83020	Municipalité de Lac-Sainte-Marie	1.12	326 161
83010	Canton de Low	1.13	291 533
83065	Ville de Maniwaki	1.14	381 465
83060	Municipalité de Messines	1.15	293 550
83088	Municipalité de Montcerf-Lytton	1.16	115 084
83055	Municipalité de Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	1.17	198 053
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau	1.18	49 940
		2	4 086 875
Certaines municipalités			
83090	Canton d'Aumond	3.1	81 403
83045	Municipalité de Blue Sea	3.2	101 953
83085	Municipalité de Bois-Franc	3.3	36 834
83050	Municipalité de Bouchette	3.4	85 770
83040	Municipalité de Cayamant	3.5	126 337
83070	Municipalité de Déléage	3.6	162 604
83005	Municipalité de Denholm	3.7	25 728
83075	Municipalité d'Egan-Sud	3.8	53 425
83032	Ville de Gracefield	3.9	348 868
83095	Municipalité de Grand-Remous	3.10	130 993
83015	Municipalité de Kazabazua	3.11	40 678
83020	Municipalité de Lac-Sainte-Marie	3.12	37 718
83010	Canton de Low	3.13	39 713
83065	Ville de Maniwaki	3.14	432 793
83060	Municipalité de Messines	3.15	168 650
83088	Municipalité de Montcerf-Lytton	3.16	83 022
83055	Municipalité de Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	3.17	75 223
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau	3.18	3 473
		4	2 035 185
		5	6 122 060

ANALYSE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1	203 307	183 208
Évaluation	2	932 063	841 643
Autres	3	1 396 862	1 254 193
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	5		
Autres	6	90 338	86 201
Sécurité civile	7		
Autres	8		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	9		
Enlèvement de la neige	10		
Autres	11		
Transport collectif	12	200 000	200 000
Autres	13	122 202	
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	14		
Réseau de distribution de l'eau potable	15		
Traitement des eaux usées	16	576 418	604 884
Réseaux d'égout	17		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	18	1 380 621	1 380 383
Matières recyclables	19	137 042	226 738
Autres	20	341 595	75 673
Cours d'eau	21	5 592	5 377
Protection de l'environnement	22		
Autres	23		124 458
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	24		
Autres	25		
Autres	26		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	27	125 709	79 777
Rénovation urbaine	28		
Promotion et développement économique	29	94 027	94 484
Autres	30	59 109	62 740
Loisirs et culture			
Activités récréatives	31	406 890	300 651
Activités culturelles			
Bibliothèques	32		
Autres	33	50 285	51 584
	34	6 122 060	5 571 994

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	12,00	35,00	1 820,00	1 019 926	244 755	1 264 681
Professionnels	2	12,00	35,00	1 820,00	851 724	230 938	1 082 662
Cols blancs	3	17,00	35,00	1 820,00	1 161 339	325 965	1 487 304
Cols bleus	4	7,00	40,00	2 080,00	413 850	105 066	518 916
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	48,00		7 540,00	3 446 839	906 724	4 353 563
Élus	9	18,00			474 533	71 344	545 877
	10	66,00			3 921 372	978 068	4 899 440

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	5 238 367	3 184 634			8 423 001
	7	5 238 367	3 184 634			8 423 001

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2	15 025	26 519
Autres	3	20 758	15 721
	4	35 783	42 240
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7		
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11		
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15	1 677	1 979
	16	1 677	1 979
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18		
Traitement des eaux usées	19	6 933	7 077
Réseaux d'égout	20		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21	46 816	49 292
Matières recyclables	22		
Autres	23	141 205	183 456
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	194 954	239 825
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36	4 270	870
	37	4 270	870
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	147 561	215 218
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41	147 561	215 218
Réseau d'électricité			
	42		
	43	384 245	500 132

Non audité

Note

Autres renseignements financiers non audités 2024 | S45 |

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	250 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	3	445 496 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	2 945 \$
Ligne 3 : Autres revenus	7	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	\$
Ligne 9 : Autres charges	11	193 \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	1 983 566 \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	205 355 \$
Ligne 14 : Débiteurs	14	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	125 665 \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	112 904 \$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	918 261 \$
Ligne 24 : Libres	20	2 188 921 \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	\$
Constatés au cours de l'exercice	24	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	2 586	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32	193	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	319 514	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	85 450	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	112 904	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	440 000	\$
Ligne 24 : Libres	41	319 514	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

La question 16 s'applique aux MRC seulement

16. La MRC a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une autre MRC, à une municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

98

☐

☒

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	OUI	NON
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ». Si oui, les <i>Normes comptables pour le secteur public</i> exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?	1 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	2 <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	3 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.		
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	4 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	6 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-06-17

Nom du signataire : Joanie Courchaine

Fonction du signataire : Dir. générale -Greffière Trésorière

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2025-06-17 14:15

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Municipalité régionale de comté de La Vallée-de-la-Gatineau | AR830 |

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	14 502 945	15 000 859	13 931 486
Investissement	2		3 185 634	1 608 808
	3	14 502 945	18 186 493	15 540 294
Charges				
	4	13 847 547	15 221 521	13 139 341
Excédent (déficit) lié aux activités				
	5	655 398	2 964 972	2 400 953
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	( 3 185 634)	(1 608 808)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	655 398	(220 662)	792 145
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		1 240 803	939 742
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	454 300)	(548 346)	(392 278)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	)	( 49 167)	()
Excédent (déficit) accumulé	12	(201 098)	(158 231)	(631 788)
Autres éléments de conciliation	13			
	14	(655 398)	485 059	(84 324)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		264 397	707 821

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	8 037 540	9 008 175
Débiteurs	2	2 919 804	3 612 013
Prêts	3	1 473 601	1 550 592
Placements de portefeuille	4		
Autres	5	96 783	96 783
	6	12 527 728	14 267 563
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7		
Emprunts temporaires	8	26 530	(704)
Créditeurs et charges à payer	9	2 418 072	2 674 592
Revenus reportés	10	5 137 867	6 507 749
Dette à long terme	11	12 494 151	11 276 215
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12		
Autres	13		
	14	20 076 620	20 457 852
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(7 548 892)	(6 190 289)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	16	18 975 218	14 656 744
Autres	17	49 906	44 805
	18	19 025 124	14 701 549
Excédent (déficit) accumulé	19	11 476 232	8 511 260

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 114 797	1 134 923
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Autres	2.1		
▪ Vélo route	2.2	48 825	
▪ Entretiens des infrastructures	2.3	52 786	
	3	101 611	
Réserves financières			
▪	4.1		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	92 516	109 779
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6		
Fonds local d'investissement	7	971 026	1 209 692
Fonds local de solidarité	8	78 087	99 035
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9	68 385	50 904
Autres			
▪ PAUPME et PAUFEU	10.1	1 487 837	1 026 133
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11	(3 635 883)	(3 635 883)
Financement des investissements en cours	12	(342 368)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	11 540 224	8 516 677
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	11 476 232	8 511 260

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	12 836 519
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	12 836 519
Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25		

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	8 405 090	6 978 146
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	4 089 061	4 298 069
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	12 494 151	11 276 215

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	12			
Compensations tenant lieu de taxes	13			
Quotes-parts	14	6 152 604	6 122 060	5 571 994
Transferts	15	5 331 069	5 237 367	5 070 882
Services rendus	16	2 994 272	3 332 149	2 928 404
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17			
Autres	18	25 000	309 283	360 206
	19	14 502 945	15 000 859	13 931 486
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22		3 185 634	1 608 808
Autres	23			
	24		3 185 634	1 608 808
	25	14 502 945	18 186 493	15 540 294

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2024			Réalisations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	3 311 524	57 350	3 368 874	2 989 999
Sécurité publique					
Police	2				
Sécurité incendie	3	307 121		307 121	241 616
Autres	4	2 307	10 021	12 328	16 526
Transport					
Réseau routier	5				
Transport collectif	6	734 958		734 958	904 985
Autres	7	227 226		227 226	136 693
Hygiène du milieu					
Eau et égout	8	467 944	381 274	849 218	829 918
Matières résiduelles	9	3 738 308	472 804	4 211 112	3 356 103
Autres	10				
Santé et bien-être	11	535 201		535 201	426 355
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	12	478 180	151 669	629 849	413 336
Promotion et développement économique	13	3 386 732		3 386 732	2 814 276
Autres	14				
Loisirs et culture	15	406 972	167 685	574 657	509 402
Réseau d'électricité	16				
Frais de financement	17	384 245		384 245	500 132
Effet net des opérations de restructuration	18				
	19	13 980 718	1 240 803	15 221 521	13 139 341
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	1 240 803 (	1 240 803)		
	21	15 221 521		15 221 521	13 139 341

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	3 185 634	1 608 808
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	5 559 277)(	1 632 307)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	)	140 000)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	1 766 282	4 423 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	49 167	
Excédent accumulé	6	215 825	163 498
	7	(3 528 003)	2 814 191
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(342 369)	4 422 999

Extrait du rapport financier, page S14